

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARREL PNA

38 rue Paul Chevallier
BP 6
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2026-47_INSP_SARREL – Marolles-les-Braults_RAP
Code AIOT : 0006301171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SARREL PNA implanté 38 RUE PAUL CHEVALLIER 72260 Marolles-les-Braults. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARREL PNA
- 38 RUE PAUL CHEVALLIER 72260 Marolles-les-Braults
- Code AIOT : 0006301171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement exploite des installations de traitements de surfaces. L'établissement est classé SEVESO seuil haut par règle de cumul des substances dangereuses utilisées et stockées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	détection gaz : mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	détection gaz : vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	dispositif de détection automatique d'incendie et sonde de niveau	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Points II III et IV de l'article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
4	notice de réexamen - étude de dangers	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-98	/	Sans objet
5	mise à jour du plan d'opération interne et premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 24/09/2020,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article R512-100		
7	liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'aborder les suites de la visite du 19/12/2024.

Lors de la visite, l'exploitant a apporté des informations complémentaires sur le contenu des contrôles des détecteurs gaz du site. Des justifications supplémentaires sont attendues sur la pertinence du positionnement des détecteurs ou encore sur le caractère adapté de la liste des gaz détectés.

L'exploitant a justifié la pertinence du dimensionnement, la mise en œuvre d'un registre de contrôle périodique et le raccordement automatique du système de détection incendie au système d'alarmage des bâtiments de traitement de surfaces. Il est donc proposé à monsieur le préfet de la Sarthe de lever l'arrêté de mise en demeure du n°DCPPAT2025-0023 du 24/02/2025.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que la démarche de premiers prélèvements environnementaux et la stratégie de prélèvements est contractualisée auprès d'un laboratoire. De plus, la stratégie de premiers prélèvements est reprise dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement.

La visite a permis d'aborder la notice de réexamen d'étude de danger de l'établissement, déposée en avril 2024. Dans le cadre de l'instruction de cette notice de réexamen, une demande de compléments sera adressée à l'exploitant.

Conformément à la réglementation, un exercice POI a été réalisé le 24/12/2025. Cet exercice visait à s'assurer que la liste de numéros d'astreinte référencée dans le POI était opérationnelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : détection gaz : mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et maintenance des détecteurs de gaz

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025

Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;

-la tenue à jour des procédures ;

-le test des procédures incident/ accident ;

[...]

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'exploitant a répondu au rapport de visite du 19/12/2024 par courriels du 11/02/2025 et du 22/07/2025.

Les sujets abordés dans ce rapport de visite sont : la pertinence du dimensionnement et du positionnement des détecteurs gaz, la mise en œuvre d'un dossier pour ces détecteurs et l'exhaustivité des gaz pertinents à détecter.

Les détecteurs du site sont positionnés au niveau des chaînes de traitement (au-dessus d'un puisard), au niveau des canalisations entre la chaîne de traitement n°2 et la station d'épuration, ainsi qu'au sein de la station d'épuration.

Positionnement des détecteurs :

En réponse au rapport de la visite, l'exploitant a envoyé une photographie des détecteurs de la chaîne de traitement n°2, l'inspection a pu constater que les détecteurs sont en position verticale, conformément aux exigences de la fiche technique des détecteurs.

Dimensionnement des détecteurs :

En réponse au rapport de la visite, l'exploitant a indiqué que l'installateur des détecteurs gaz n'existait plus. L'exploitant a alors déclaré ne pas être en capacité de justifier la pertinence de l'emplacement des détecteurs. Pour autant, l'exploitant a expliqué que dans l'atelier de traitement de surface de la chaîne n°2, les détecteurs sont positionnés au-dessus du puisard

susceptible d'accueillir un mélange incompatible.

L'exploitant est tenu de justifier que l'ensemble des détecteurs répond aux enjeux des installations, suite à une analyse de l'agencement des détecteurs et des potentiels dégagements toxiques.

=> l'exploitant justifiera l'emplacement des détecteurs gaz de son site.

Dossier sur les détecteurs :

En réponse au rapport de la visite, l'exploitant a mis place un dossier référençant les fiches techniques des détecteurs et de la centrale. Ce dossier a été présenté par l'exploitant lors de la visite.

Exhaustivité des gaz pertinents :

Dans sa réponse, l'exploitant indique que les gaz susceptibles d'être émis sont repris dans la stratégie de prélèvement de l'étude de dangers.

=> l'exploitant devra justifier que les détecteurs gaz du site répondent aux scénarios d'émission de gaz retenus dans l'étude de dangers du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de l'inspection :

- sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera l'emplacement des détecteurs gaz de son site.
- sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera le choix des détecteurs du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : détection gaz : vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des détecteurs gaz

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/02/2025

Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;

[...]

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le contrôle des détections gaz a été intégré dans l'instruction "IS 31-04-11 du 06/10/2022 - vérifications périodiques". L'instruction a été mise à jour le 15/07/2025 et fait un renvoi vers un tableau de suivi des vérifications périodiques annuelles du site.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de maintenance des détecteurs de la chaîne n°2 de l'atelier de traitement et de la canalisation menant à la station de traitement des effluents, en date du 15/07/2025.

Des observations suivantes sont apportées sur le contenu des rapports de contrôle :

- l'opérateur n'indique pas si les asservissements sont testés/déclenchés lors des essais sur chaque capteur. Seule une observation globale indique que les asservissements tels que la sirène ou le flash sont concluants.

Il est recommandé que lorsqu'un essai d'asservissement est réalisé, l'opérateur le reporte en incluant le capteur testé, afin d'avoir une traçabilité des actions effectuées.

- le rapport de contrôle reporte les détecteurs testés avec leur gamme de mesure. Cette information permet de s'assurer que chaque gaz étalon est utilisé à une concentration se situant dans la gamme de mesure du détecteur et est supérieure aux seuils d'asservissements.

Une interrogation a été portée sur les capteurs HCl et Cl₂. Pour ces détecteurs, il a été constaté que l'opérateur n'a pas utilisé de bouteille de gaz étalon HCl et Cl₂ respectivement.

Suite à la visite et après avoir questionné l'opérateur de contrôle, l'exploitant a indiqué que :

- pour la détection Cl₂, le gaz étalon utilisé est du NO₂ avec un coefficient de calibration de 1/1,
- pour la détection HCl, le gaz étalon utilisé est du SO₂ avec un coefficient de 0,4.

Pour s'assurer de la bonne méthodologie de l'opérateur, il est recommandé que ce dernier indique les gaz étalons utilisés pour chaque capteur et justifie le cas échéant le coefficient de calibration retenu au sein d'une procédure mise à disposition de l'exploitant. Ce coefficient de calibration doit être choisi conformément à la fiche technique ou de maintenance du détecteur.

- l'inspection a questionné l'exploitant sur l'utilisation d'une bouteille neutre pour effectuer le test zéro du détecteur.

Suite à la visite et après avoir questionné l'opérateur de contrôle, l'exploitant a indiqué que :

- pour les détecteurs toxiques : le réglage du zéro est effectué avec un gaz neutre (azote à 100 %)
- pour la détection CH₄ : le réglage est effectué à l'air ambiant (équivalent à l'oxygène).

- l'inspection a questionné l'exploitant sur la réalisation d'une mesure T90. Il a été constaté qu'une colonne T90 est reprise dans le rapport de contrôle, mais n'est pas complétée.

La mesure T90 permet d'évaluer la durée à laquelle le détecteur mesure 90 % de la concentration du gaz injecté. Cette mesure est utilisée comme l'indicateur d'une lenteur de détection. Ainsi le

T90 peut traduire du vieillissement d'un capteur et la nécessité de le changer.
L'exploitant a répondu que la durée T90 et les tests d'asservissements seront intégrés dans les prochains tests de capteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : dispositif de détection automatique d'incendie et sonde de niveau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Points II III et IV de l'article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des systèmes de détection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025

Prescription contrôlée :

« **II.** Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« **III.** Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

« **IV.** L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Suite à l'absence d'un système d'alarmage automatique et de l'absence d'une justification

complète sur le dimensionnement du système de détection incendie, un arrêté de mise en demeure avait été adressé à l'exploitant, demandant de mettre en conformité le système de détection incendie de l'atelier de traitement de surfaces.

Opérations d'entretien :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle annuel du système de détection incendie en date du 26/05/2025 (changement de filtre et calibrage) et du 06/11/2025.

Ainsi, l'exploitant a bien réalisé un contrôle annuel du système de détection incendie de ses ateliers de traitement de surfaces.

Pertinence du dimensionnement retenu :

L'exploitant a transmis le 22/07/2025 un rapport du constructeur détaillant la conformité du système de détection incendie, en date du 13/03/2025.

Le rapport indique que :

- la détection incendie est bien dimensionnée pour les chaînes de traitement n°2 et n°9,
- le système de détection peut être utilisé dans des conditions environnementales difficiles,
- comme indiqué dans la notice de détection, le refoulement de l'air prélevé par le système est bien rejeté dans le milieu de prélèvement,
- un tube avec un coude de 90 °C a été ajouté sur le système de rejet d'air afin de limiter la corrosion du bardage,
- une maintenance sur le système est effectuée tous les 6 mois sur l'ensemble des chaînes avec un remplacement des filtres tous les ans et un relevé des courbes.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater l'ajout du tube coudé en sortie du rejet d'air.

Alarmage du système :

Les travaux de raccordement entre le système de détection incendie et le système d'alarme ont été réalisés la semaine du 20/12/2025, lors de la phase d'arrêt du site.

Par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a transmis un bon de travail de cette intervention. Ce document détaille la réalisation des actions suivantes :

- le 24/12/25 : Test bon fonctionnement des sirènes en cas d'élévation de température gaine de ventilation de la chaîne n°9 : conforme,
- le 24/12/25 : Test bon fonctionnement déclenchement détection incendie chaîne n°9 : conforme,
- le 24/12/25 : Câblage des sirènes sur le système de détection de la chaîne n°2 et essai de fonctionnement : conforme,
- Le 31/12/25 : Câblage des sirènes sur les sondes de températures des gaines d'aspiration de la chaîne n°2 et essai de fonctionnement : conforme.

Suite à ces constats, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Sarthe de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCPPAT 2025-0023 du 24 février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : notice de réexamen - étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers

Prescription contrôlée :

II.- L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>La notice de réexamen quinquennal du site a été déposée en avril 2024.</p> <p>Cette notice de réexamen conclut que des modélisations sont attendues pour les scénarios 6.1 et 3.20 de l'étude de dangers.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté une modélisation du scénario 3.20 en date de décembre 2024. L'exploitant n'a pas réalisé de nouvelle modélisation pour le scénario 6.1 de l'étude de dangers.</p> <p>La conclusion de l'étude de dangers ajoute que l'exploitant est tenu de proposer des mesures complémentaires de maîtrise des risques en fonction des niveaux de criticités obtenus suite à la mise à jour de ces scénarios.</p> <p>L'inspection transmettra prochainement à l'exploitant une demande de compléments sur la notice de réexamen, qui comprendra notamment les points présentés dans ce constat.</p> <p>Pour information, les effets thermiques (3 et 5 kW/m²) de la modélisation du scénario 3.20 sortent du site. Un porter à connaissance des risques technologiques informant des enjeux associés sera transmise au maire de la commune de Marolles-les-Braults.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : mise à jour du plan d'opération interne et premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/12/2024, l'inspection a fait remarquer que les plans de dispositions des prélèvements en fonction des vents ne figurent pas dans le POI numérique. Cependant, la totalité de la stratégie de prélèvement se trouve dans la valise POI sur site.</p> <p>L'inspection encourage l'exploitant à ajouter en annexe du POI numérique la stratégie de prélèvements afin qu'en cas d'accident, l'ensemble des acteurs possédant le POI soit en capacité de connaître les points de prélèvements retenus.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le POI est en cours de mise à jour. La mise à jour permettra notamment de confirmer que l'acrylonitrile (CH₂CHCN) est retenu dans les polluants de la stratégie de premiers prélèvements.</p> <p>=> une fois la mise à jour du POI finalisée, l'exploitant le transmettra à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le POI mis à jour dans les plus brefs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
Constats :

Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant d'appeler l'astreinte en charge des premiers prélèvements environnementaux dans le cadre d'un exercice. L'exploitant a pu joindre l'astreinte en quelques minutes.

Suite à la visite, l'exploitant a justifié avoir réalisé un exercice POI annuel le 24/12/2025.

Le scénario de cet exercice est un départ de feu au niveau du magasin de réception, non maîtrisé par les Équipiers de Seconde Intervention (ESI) du site.

L'exercice a permis de vérifier les numéros d'alerte répertoriés dans le POI et d'effectuer les corrections nécessaires. Le compte-rendu de l'exercice n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Dans l'annexe 1 de la notice de réexamen de l'étude de dangers, l'exploitant a présenté les substances retenues en cas de propagation de fumées toxiques sur site.

Pour choisir ces substances à rechercher, l'exploitant s'est appuyé sur des guides professionnels tels que le guide Omega 16 de l'INERIS sur les produits de décompositions en cas d'incendie sur les plastiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

<p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis le contrat de premiers prélèvements établi entre l'établissement et un laboratoire en charge des premiers prélèvements. La durée d'intervention du laboratoire est de 4 h. Le numéro d'alerte du laboratoire est repris dans le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits de décompositions émis en cas d'incendie ont été évalués par la société SOCOTEC, le laboratoire en charge des premiers prélèvements sur site en cas d'incendie. Conformément à la réglementation, l'exploitant devra ajouter cette étude à son étude de dangers mise à jour.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur la potentielle évolution de cette liste. En</p>

effet, comme indiqué en conclusion de la notice de réexamen, l'étude de mise à jour du scénario d'incendie des ateliers de traitement de surface, en date de décembre 2024, pourrait modifier les termes sources identifiés dans l'analyse de risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir eu un départ de feu au niveau d'une protection plastique à proximité d'un bain de traitement. L'échauffement se trouvait au niveau d'une tresse de conduction en cuivre qui fait partie du système d'agitation du bain.

Un opérateur a utilisé un extincteur pour limiter la propagation de l'échauffement, ce qui a créé une émanation de plastique fondu et a activé le système de détection fumée de l'atelier.

Suite à cet incident, il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident auprès du préfet de la Sarthe et du service de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra un rapport d'incident sur l'échauffement d'une protection en plastique dans l'atelier de traitement de surface.

Il est rappelé que l'exploitant est tenu de déclarer, **dans les meilleurs délais**, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Il est aussi rappelé qu'à partir du 1^{er} janvier 2026, la **télédéclaration** des incidents et accidents est obligatoire sur le site : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours